

HAÏTI

nouvelles
images d'

EDITORIAL

octobre - novembre 2008 - n°70

Pas de nouvelles images d'Haïti depuis septembre se disent sans doute nos lecteurs. D'un pays ravagé par les ouragans et les cyclones. D'un pays qui s'est donné un nouveau gouvernement, pas de nouvelles ?

Eh bien oui, ce n'est pas simple de donner autre chose que les photos catastrophiques que vous avez pu voir à la télé et dans les journaux.

Pas simple, pour un jeune gouvernement, de gérer une situation de catastrophe tout en travaillant à l'élaboration d'une politique globale. Courant septembre, la Première Ministre avait mis en place une cellule de crise après le passage des cyclones et nous avions eu envie d'en savoir plus. Des difficultés de communication ont retardé les réponses que M. Eric Balthazar, responsable de cette cellule, a bien voulu nous donner.

Depuis, nous avons eu la chance que des Haïtiens viennent en France, acteurs de terrain engagés, et nous les avons rencontrés : le nouveau Secrétaire d'Etat à l'Agriculture chargé de la production animale d'abord, puis le Maire et Directeur Général de la commune de Kenscoff. Ils nous ont donné des nouvelles fraîches.

Au-delà de l'urgence, poursuivre des actions durables

La cellule de crise a été créée après le passage des cyclones pour assurer le suivi des demandes arrivant à la Primature, et destinées aux ministères concernés. Le but de cette cellule est de rendre la tâche plus facile aux organisations internationales et nationales qui veulent porter secours aux sinistrés.

A plus long terme, cette cellule a aussi pour mission, nous dit le responsable, « de travailler avec les institutions au niveau de l'aménagement du territoire pour produire une carte de risques et pour, (...) avec les Mairies, (...) empêcher que les gens aillent construire dans des zones à risques ». Selon lui, une réponse pourra probablement être apportée, dès l'année prochaine, aux conséquences des catastrophes naturelles.

Quant aux travaux déjà réalisés, il s'agit vraiment de travaux d'urgence, répond M. Balthazar : « Par exemple, la construction d'un gué sur la rivière de Montrouis qui a permis de relier l'Ouest et l'Artibonite. On a remblayé la route de Malpasse qui est le principal poste frontalier entre la République dominicaine et Haïti qui avait été bloquée par la remontée des eaux du lac. On a construit une déviation autour de l'étang de Miragoâne pour permettre au Sud et à l'Ouest de communiquer. Ce sont les actions les plus percutantes jusqu'à présent du gouvernement. On avait donné une priorité aux routes pour faciliter l'écoulement des produits au niveau des différentes zones touchées par les cyclones. Il y a eu aussi des actions de nettoyage, d'assainissement aux Gonaïves, de Jacmel, de Cabaret. »

En ce qui concerne la ville des Gonaïves, il ajoute « je sais aussi que le gouvernement travaille sur l'identification d'autres sites autour de Gonaïves pour relocaliser les gens qui sont encore en abris provisoires mais cela va se faire en deux temps. On va faire quelque chose de très temporaire mais on compte aussi les stabiliser dans des zones beaucoup plus sûres, dans des zones non inondables... On est en train de travailler sur un plan d'évacuation de la ville (car) on doit avoir des solutions pour pouvoir évacuer les gens avant les dégâts ».

Pour finir, le responsable de la Cellule d'Urgence, sachant qu'Haïti se situe sur le chemin des cyclones et aura toujours à faire face aux conséquences de ces catastrophes, affirme la nécessité d'une coopération internationale avec les élus locaux pour éviter des dégâts de ce type.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, chargé de la production animale dans le nouveau gouvernement était à Paris le 15 Novembre. Invité par le gouvernement, il était en France pour rencontrer des acteurs de la coopération et principalement des centres de formation agronomique à Montpellier et à Rennes. Michel Chancy était responsable de l'ONG Veterimed avant de devenir Secrétaire d'Etat. Son expérience professionnelle et son analyse sévère des politiques agricoles passées (l'ouverture des frontières et la suppression des droits de douane en 1986 ont fait perdre à Haïti sa souveraineté alimentaire) lui permettent la construction de propositions réalistes dans le cadre de ce Secrétariat d'Etat.

Haïti a pris peu à peu conscience que l'agriculture était le pilier de son économie, notamment depuis 2 ans, où, au sein du Document Stratégique National pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté, l'agriculture possède une place privilégiée. Même s'il y a des faiblesses et des contradictions dans ce document, il est un outil de mise en place de la politique du gouvernement, donc de la politique agricole, dit le nouveau Secrétaire d'Etat. L'agriculture est un passage obligé pour le développement économique d'Haïti. Et la politique agricole doit être tournée d'une part vers la création de richesses pour le plus grand nombre et d'autre part favoriser la transformation des produits agricoles. Ainsi le développement agricole se souciera des groupes les plus fragiles -les femmes et les jeunes -en favorisant l'élevage et les petites exploitations agricoles. Quand à la transformation des produits (lait, fruits...), il faut expliquer, faire connaître des expériences, convaincre. Ainsi, pour une meilleure utilisation et un meilleur traitement du potentiel actuel de lait disponible dans le pays, il faudrait 2200 laiteries. Let Ago...et il y en a 14 actuellement.

NIH reviendra sur ces sujets qui intéressent nos lecteurs et également sur la part de l'agriculture dans le Document Cadre de Partenariat signé avec la France fin 2007, d'autant plus que Benoît Faucheu, ancien Président du Collectif Haïti de France et actuellement assistant technique auprès du Ministère de l'Agriculture haïtien pour les questions de

politiques agricoles et commerciales, accompagnait Michel Chancy dans ses rencontres françaises. Le Secrétaire d'Etat explique que la nouvelle politique du Ministère de l'Agriculture en matière de production animale se met en place en travaillant sur sept axes : pêche et aquaculture, production et transformation du lait, aviculture, apiculture, élevage de montagne, santé animale et sûreté et innocuité sanitaire des produits d'élevage, avec des intervenants et des chercheurs. La synthèse de ces travaux aboutira à un plan d'action précis pour 1 an, 2 ans, 5 ans présenté et validé lors d'un forum national.

Il a insisté sur la concertation nécessaire des différents acteurs autour du même domaine et sur la volonté de choix politiques déterminés. Ainsi il explique qu'en matière d'élevage, plutôt que de compter les kilos de viande produits, il vaut mieux compter le nombre de familles qui peuvent en vivre - et durablement -. Il remarque que les écoles agricoles ont quasiment disparu d'Haïti alors que la formation de techniciens agricoles et des jeunes agriculteurs est capitale.

Il compte sur la présence de la société civile pour interpeller l'Etat et il a conclu, lors de cette rencontre ouverte au Consulat d'Haïti, que l'agriculture est une bataille et que l'action politique agricole ne pourra se faire qu'en étant appuyée sur une conviction nationale.

Le Maire de Kenscoff et le Directeur général de la commune, ont souligné eux aussi l'importance de la concertation pour accoucher de choix citoyens. La volonté têtue d'y parvenir était aussi au centre de leurs préoccupations lors de notre rencontre avec eux. Accompagnés David Tilus du GAFE, ils venaient en France rencontrer plusieurs collectivités locales françaises en Basse Normandie et chercher de nouveaux partenariats en présentant le Plan de Développement Local de leur ville.

Kenscoff est une vaste commune de 46000 habitants, située dans la montagne à 25 kilomètres de Port au Prince et à 90% rurale. La commune existe depuis 75 ans et, dit Jean-Paul François, le Maire, c'est la première fois qu'elle a un plan de développement local pour 2008-2015. La préparation de ce plan a débuté dès 2004 par un travail de sensibilisation, de conscientisation et de responsabilisation au développement local. Puis le projet a officiellement commencé en 2007¹, avec un travail d'enquête (plus de 18 000) auprès des habitants des cinq sections communales pour élaborer un Plan de Développement Local de façon participative. Il a fallu acquérir des savoir faire, former des enquêteurs, puis interpréter les fiches d'enquête, en faire la synthèse, chercher l'avis de personnes ressources compétentes et enfin définir les priorités, établir une hiérarchie des besoins afin de

¹ Le projet « appui méthodologique au développement local de la commune de Kenscoff » a été financé par la Délégation de la Commission Européenne en Haïti, le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en Haïti, et le Conseil Régional de Basse-Normandie. www.gafe-haiti.fr

faire ensemble des choix collectifs. Le GAFE a accompagné la commune dans ce processus en apportant des outils, des compétences, une méthode.

Le Directeur Général, Christophe Massillon nous explique ainsi que, en matière d'éducation, où les besoins sont immenses (à Kenscoff 55% des enfants ne sont pas scolarisés), une zone très excentrée souhaitait une école. Or, construire plusieurs écoles éparpillées sur le territoire serait trop onéreux pour la commune. Ainsi la population s'est mise d'accord pour construire au moins un complexe éducatif dans chacune des 5 sections communales et ce, pour résoudre les problèmes liés à l'inaccessibilité des enfants dans les écoles existantes, en raison de l'éloignement et l'éparpillement des habitations. L'objectif du plan est en effet de promouvoir l'éducation de base de tous les enfants et, également d'augmenter de 20% le nombre des majeurs alphabétisés.

Le Maire et le Directeur tiennent à préciser que le Plan n'est pas dépendant des variations électorales ou politiques : le projet a commencé à

s'élaborer sous la mandature de l'ancien maire, il est présenté par le maire actuel et un maire futur sera tenu d'appliquer le Plan. Et ce qui n'est pas dans le Plan, on ne le fera pas. « Mais nous sommes citoyens haïtiens, pas seulement habitants de Kenscoff, aussi notre Plan de Développement Local respecte le Document de Stratégie Nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté ».

« Nous revenons de Strasbourg », nous disaient ils tous deux le mardi 18 Novembre, « avant de repartir pour Haïti, nous participions aux Journées Européennes du Développement consacrées au thème de la gouvernance locale. Nous y avons reçu un prix pour notre Plan. Nous savons que notre développement local dépend d'abord de nous même, mais nous pensons que cette reconnaissance internationale nous permettra d'être entendus par des collectivités françaises et par notre propre gouvernement. »

Nous espérons, avec eux, que leur action sera contagieuse en Haïti.

L'ACTUALITE DU MOIS

Haïti après les cyclones

Les cyclones et tempêtes tropicales ont fait environ 800 morts, dont la moitié aux Gonaïves. La situation reste extrêmement difficile en raison des dévastations des infrastructures (accès à l'eau potable, assainissement, routes...), de l'inefficacité des secours, de l'insuffisance de l'aide alimentaire, de sa mauvaise distribution, voire de son détournement.

Fin octobre, des pluies torrentielles ont provoqué de nouvelles inondations aux Cayes puis dans la Grande Anse, tandis que les coulées de boue ont envahi les Gonaïves. La situation sanitaire et alimentaire est dramatique. Certains élus locaux sont soupçonnés de détournement de l'aide alimentaire.

La faim

14 personnes sont mortes de faim fin octobre dans le Sud-Est, dont deux enfants. Le niveau de malnutrition dans cette région et dans les Gonaïves, déjà alarmant, est devenu critique après les cyclones. L'aide alimentaire internationale est insuffisante, les besoins pour nourrir les 3,3 millions d'Haïtiens en difficulté sont estimés à 33 millions de dollars, mais l'ONU n'en n'a promis que 10,2. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Navi Pillay, a dénoncé l'extrême pauvreté dont souffrent les Haïtiens et la violation des droits élémentaires que sont le logement, la sécurité et la justice. Par ailleurs, la campagne « KABAgrangou » (éradiquer la faim) a été lancée le 5 novembre par des organisations paysannes pour la souveraineté alimentaire d'Haïti afin de dénoncer « la libéralisation à outrance des marchés en Haïti, et les dégradations de l'environnement ». Des marches contre la faim et en faveur de la consommation

de produits agricoles biologiques sont prévues d'ici le 13 décembre.

L'écroulement de deux écoles

A Piétonville, le 7 novembre, une école où avaient lieu des travaux s'est écroulée sur les élèves qui étaient en classe, causant une centaine de morts. Cinq jours plus tard, une autre école s'est effondrée à Port-au-Prince, heureusement pendant la récréation, provoquant 8 blessés. La recherche des responsabilités incrimine à la fois la fragilisation par les inondations des sols déjà instables, mais aussi les propriétaires des écoles, dans chaque cas un pasteur, mis en détention préventive, ainsi que les autorités municipales et gouvernementales et les services des Travaux Publics qui ont autorisé des constructions dangereuses, au mépris de toute règle de sécurité. De l'aide a été apportée par des pompiers français de Martinique, des pompiers canadiens et des ONG. Le Ministère de l'Education Nationale française a promis une aide de 20.000€. Une journée de deuil et de solidarité a été décrétée dans les écoles en République Dominicaine.

L'aide d'urgence

Le Président René Préal a annoncé que les pays étrangers se sont engagés à envoyer de l'aide à la reconstruction: des écoles en préfabriqués, des ponts, un don de 25 millions de dollars des Etats-Unis pour des projets routiers et la même somme de la Banque Mondiale en don supplémentaire d'urgence. Les Nations Unies réclament 108 millions de dollars d'aide mais n'en ont que le tiers d'assuré.

En contrepoint de ces déclarations de solidarité, des associations démentent que la moitié de la dette haïtienne (soit 500 millions de dollars) ait été annulée, comme l'avait annoncé la Banque Mondiale et

l'accusent, avec le FMI, d'aggraver la crise. Par ailleurs, Haïti n'a pas signé les Accords de Partenariat Économiques avec l'Europe pour protéger son économie.

La justice

La première ministre Michèle Pierre-Louis, également ministre de la Justice par intérim, a déploré fin octobre les conditions « scandaleuses » de détention et la surpopulation carcérale, notamment due à l'abus de la

détention préventive. Des libérations massives sont attendues. Elle a annoncé une refonte des codes pénal, civil et d'instruction criminelle et de commerce. Mi-novembre, un ministre de la Justice a été nommé, Jean-Joseph Exumé, qui a déjà exercé ces fonctions en 1994 au retour d'Aristide. Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, 2.000.000\$ ont été saisis, et les biens et avoirs bancaires des trafiquants sont mis sous séquestre pour être versés à un fonds de lutte contre la drogue.

Les Amis des Ateliers de Verettes ASSOCIATION MEMBRE DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Objectifs

Accompagner les Ateliers de Verettes-Haïti (confection de vêtements et linges de maison brodés) vers la maîtrise de leur autonomie de fonctionnement (production et développement).

Projets en cours

- Ventes sur les marchés solidaires en région lyonnaise d'articles produits par les Ateliers de Verettes.
- Partenariat avec Ass'Hum (membre du CHF) qui gère, selon les principes du commerce équitable, l'ensemble des relations avec les Ateliers (achats, conseil, accompagnement), et qui

développe en France un réseau de points de vente des articles produits.

- Participation, notamment financière, à la réussite des projets des Ateliers tournés vers la maîtrise de leur autonomie (formation, organisation, qualité, ...)

Coordonnées

Bernard Rigaldiès (président)

5 allée sapins

69340 Francheville

b.rigaldies@numericable.com / 04 78 34 53 25

HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

- ✓ 29 et 30 novembre, Paris : L'association Haïti Futur vous donne rendez-vous pour faire vos cadeaux de Noël à l'**expo-vente d'art et artisanat haïtiens** au profit d'actions éducatives en Haïti de 10h à 19h. Lieu : Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre, 75015 Paris. Métro : la Motte Picquet et Bus 80. contact@haiti-futur.com
- ✓ 29 novembre, Anor (59) : L'association Ede Timoun Yo vous invite à une **expo-vente** de peintures, sculptures, objets de décoration, du café haïtiens au profit de l'autonomie électrique de la Crèche Nid d'Amour et de ses annexes à Port-au-Prince. De 10h00-19h00. Lieu : Espace Mitterrand, Salle des Frères Lobet, Rue Pasteur, 59186 Anor (Fourmies) Contact : 06.63.90.97.67
- ✓ 4 décembre, Tournus (71) : L'association Cœur de Haïti vous invite à la **projection du film "Haïti Chérie"**, suivie d'une conférence débat animé par Marcel Dorigny, spécialiste de l'histoire de l'esclavage et Paul Vermande du CHF. Horaire: 20 h. Lieu : cinéma "La Palette" 71700 TOURNUS. Contact : Jean-Pierre TOMBO 0385402961. coeur.de.haiti@wanadoo.fr

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettrons des dates, rendez-vous sur www.collectifhaiti.fr, rubrique Agenda)

LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE

Le CHF et la PAFHA ont organisé les rencontres nationales 2008 des acteurs avec Haïti, notamment les associations, les 18 et 19 octobre. 116 participants, représentant 51 associations, étaient présents. Voir le site Internet du CHF pour en savoir plus...

Le CHF a participé à d'autres rassemblements.

L'Assemblée Générale de la Coordination Europe-Haïti (réseau d'ONG européennes -allemandes, belges, britanniques, hollandaises, suisses), a eu lieu le 4 novembre à Bruxelles pour faire, entre

autres, le bilan des cinq années écoulées (en terme d'activités, de fonctionnement, etc.) de la Coordination. Par ailleurs, le sous-groupe « Haïti » de Cités Unies France (rassemblement des collectivités locales françaises qui travaillent avec des collectivités locales haïtiennes) s'est réuni le 24 novembre pour faire le point notamment sur les attentes du nouveau gouvernement haïtien en terme de coopération décentralisée.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78

contact@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr